

Facture salée pour une centrale de police à l'agonie

Par Judith Desmeules, Le Soleil

4 mars 2025 à 04h00

1



La centrale du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) du parc Victoria (Erick Labbé/Archives Le Soleil)

La désuète centrale Victoria est toujours utilisée par une poignée d'employés de la police. La Ville continue donc de payer pour son entretien, malgré l'ouverture de la nouvelle centrale il y a plus de neuf mois.

Il s'agit de dépenses «imprévues», convient François Moisan, porte-parole de la Ville de Québec.

Depuis le mois de mai 2024, la Ville paie en moyenne 36 000 dollars par mois en frais d'entretien. Il s'agit d'un «double» loyer, comme elle paie maintenant pour l'entretien de la toute nouvelle centrale.

Ce nouveau quartier général de la police a ouvert ses portes au printemps dernier. À ce moment, déjà 70 % de tout le personnel policier y était déménagé.

En novembre dernier, *Le Soleil* révélait que les nouvelles cellules étaient toujours inutilisées, comme le plancher du secteur était trop «glissant» pour accueillir les détenus et le personnel. Des travaux mineurs devaient absolument être réalisés avant le déménagement complet, pour une question de sécurité.

Les pompiers de Québec acceptent l'entente de principe

Le Journal de Québec · 04 mars 2025 · 16 · STÉPHANIE MARTIN

Les pompiers de Québec ont accepté dans une forte proportion l'entente de principe survenue avec la Ville pour le renouvellement de leur convention collective, qui leur apportera des augmentations salariales de 22 % sur cinq ans.

L'entente était survenue le 24 février dernier. Les pompiers ont été appelés à se prononcer sur celle-ci lors de votes qui ont débuté le 26 février.

Hier, la Ville de Québec et l'association des pompiers professionnels de Québec ont publié un communiqué commun.

« C'est avec plaisir que la Ville et l'association vous informent que les pompiers ont accepté à 84,4 % l'entente de principe », annoncent les deux organisations.

22 % SUR CINQ ANS

« Sur le plan salarial, le nouveau contrat de travail prévoit une augmentation de 22 % sur cinq ans », a expliqué le syndicat dans un autre communiqué.

« Sur le plan normatif, beaucoup d'améliorations ont été apportées en lien avec les horaires. Les nouvelles conditions de travail apportent aussi des bonifications en matière de congés ainsi que certaines primes. »

Il s'agit, selon le syndicat, d'une « solution gagnante-gagnante ». La nouvelle convention collective s'échelonnera du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2028.



VILLE DE QUÉBEC

Vote découlant de l'entente de principe avec l'Association des pompiers professionnels de Québec inc.

4 mars 2025

Le 24 février dernier, la Ville de Québec et l'Association des pompiers professionnels annonçaient qu'une entente de principe était intervenue dans le cadre du renouvellement de la convention collective s'échelonnant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2028.

Suivant cette entente de principe, les pompiers ont été appelés à voter suivant les assemblées tenues le 26 février 2025.

C'est avec plaisir que la Ville et l'Association vous informent que les pompiers ont accepté à 84,4% l'entente de principe.

Pour plus d'information



Ville de Québec

2, rue des Jardins, H.V.

Québec Québec

Canada G1R 4S9

🌐 www.ville.quebec.qc.ca

Le chef des pompiers de Québec prend sa retraite

Accéder à la section Commentaires



Ouvrir en mode plein écran

Christian Paradis, directeur du Service incendie de la Ville de Québec. (Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA / MAGALIE MASSON

- [Jonathan Lavoie \(Consulter le profil\)](#)



[Jonathan Lavoie](#)

Publié hier à 17 h 54 HNE Mis à jour hier à 19 h 03 HNE

Après une carrière de plus de 40 ans, dont plus de 10 à la tête du Service de protection contre l'incendie de la Ville de Québec (SPCIQ), Christian Paradis partira à la retraite à la fin du mois de mars.

Dans un message publié sur les réseaux sociaux, le chef du SPCIQ indique qu'à [son arrivée en 2014](#), il avait pris l'engagement de rester en poste au moins 10 ans. Le SPCIQ est aujourd'hui une référence au Québec et ce grâce à une équipe formidable, déclare-t-il en annonçant son départ pour le 31 mars.

Christian Paradis a notamment milité pendant plusieurs années pour que [davantage de cancers soient reconnus par la CNESST](#) comme pouvant découler du métier qu'exercent les pompiers. À l'automne 2024, [le Québec en a ajouté 6 au 9 déjà reconnus](#), pour un total de 15.

Bruno Marchand, le maire de Québec, a remercié Christian Paradis pour ses années de service. Il a indéniablement contribué à ce que les citoyens de la ville de Québec bénéficient aujourd'hui de la meilleure protection incendie qui soit, relate-t-il dans une publication sur le réseau social Bluesky.

[AILLEURS SUR INFO : Washington met de la pression sur l'Ukraine en suspendant son aide militaire](#)

L'annonce du départ du chef du SPCIQ survient à quelques jours du vote où les pompiers ont [accepté un nouveau contrat de travail dans une proportion de 84 %](#).

Marchand veut parler aux élus républicains

Le maire entame une mission à Washington DC

Le Journal de Québec · 04 mars 2025 · 12 · TAÏEB MOALLA

Pour espérer avoir une chance d'influencer les politiques de Donald Trump en matière de droits de douane, il faut viser prioritairement les élus républicains du Congrès américain, estime le maire de Québec qui démarre aujourd'hui une mission dans la capitale des États-unis.



Le maire de Québec, Bruno Marchand, fait partie de la trentaine de maires canadiens qui seront à Washington DC à compter d'aujourd'hui. PHOTO D'ARCHIVES, STEVENS LEBLANC

Jusqu'à vendredi, Bruno Marchand participe à une mission de « L'alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-laurent » à Washington DC.

Il fera partie de la trentaine de maires canadiens – dont ses homologues de Montréal et de Laval – qui feront ce déplacement.

Le voyage se déroule à un moment particulièrement crucial, puisque le sursis de 30 jours accordé par le président Trump au Canada concernant l'imposition de droits de douane de 25 % arrive justement à échéance aujourd'hui.

INFLUENCER LES AMÉRICAINS

« On ne fera pas pleurer un Américain en disant qu'une entreprise de Québec va subir les contrecoups des tarifs. Ce n'est pas leur priorité », a expliqué M. Marchand.

« Notre travail sera de dire : "Voici quel sera l'effet sur vous. Ça va vous coûter plus cher parce qu'il y aura des mesures de contre-tarifs qui vont être mises en place. Vos citoyens vont y perdre". »

Le maire dit donc vouloir influencer les Américains « en nommant les raisons qui font en sorte qu'ils vont perdre eux aussi » si jamais des droits de douane étaient imposés au Canada.

Bruno Marchand ajoute vouloir « multiplier les rencontres » tout en se concentrant particulièrement sur les élus républicains du Sénat et de la Chambre des représentants qui sont élus sous la même bannière politique que le président Trump.

« On a plus de chances de rejoindre, dans nos arguments, l'équipe du président si on parle à des républicains », a-t-il affirmé.

« Il n'y a pas mieux que quelqu'un de son allégeance – compte tenu de qui il est aussi – qui peut lui parler. »

LA MAISON-BLANCHE

M. Marchand est conscient que son influence politique reste limitée. Il ne prétend pas concurrencer le premier ministre du Canada ou celui du Québec.

Mais il dit vouloir leur apporter son aide « dans un contexte d'incertitudes sur les tarifs où on entend tout et son contraire ».

Dans le programme préliminaire de l'alliance, un passage à la Maison-blanche est théoriquement prévu vendredi matin.

Mais même si un tel rendez-vous devait être confirmé, Bruno Marchand serait « très très très, très surpris » de rencontrer l'homme le plus puissant au monde.

Au-delà de l'enjeu crucial des droits de douane, le maire estime par ailleurs que sa présence à Washington sera très importante, parce qu'elle lui permettra de « nourrir nos alliances et de développer nos liens économiques » avec différents partenaires américains et canadiens.

Le maire Marchand en mission à Washington en même temps que l'arrivée de tarifs

1Accéder à la section Commentaires



Ouvrir en mode plein écran

Le Capitole à Washington le jour de l'assermentation du président Donald Trump le 20 janvier 2025. (Photo d'archives)

PHOTO : REUTERS / FABRIZIO BENSCH

- [Érik Chouinard \(Consulter le profil\)](#)



[Érik Chouinard](#)

Publié hier à 21 h 52 HNE

Le maire de Québec, Bruno Marchand, est en mission jusqu'à vendredi dans la capitale américaine pour participer à la Journée des Grands Lacs dans le contexte où [la guerre commerciale](#) pourrait s'intensifier entre le Canada et les États-Unis.

Si le président américain, Donald Trump, [ne recule pas cette fois](#), des tarifs douaniers de 25 % [seront imposés dès mardi](#) par les États-Unis sur les importations canadiennes et mexicaines.

[La visite du maire à Washington D.C.](#) coïncide, cette année, avec la situation puisque la Journée des Grands-Lacs est un événement annuel. Il rejoindra la délégation de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent (AVGLSL).

Le contexte n'est pas ignoré par l'organisme qui représente des municipalités canadiennes et américaines bordant [l'important corridor maritime](#), pour qui les échanges économiques entre les deux pays sont cruciaux. L'AVGLSL se concentre beaucoup sur la protection et la restauration des Grands Lacs et du fleuve, mais dans les derniers mois, elle a pris position contre les tarifs douaniers proposés et la guerre commerciale qui pourrait s'en suivre.

Les solutions du Canada face aux tarifs douaniers

[Consulter le dossier complet](#)



Les solutions du Canada face aux tarifs douaniers

[Consulter le dossier complet](#)

Suivre

D'ailleurs, la délégation de l'Alliance est composée cette année d'un nombre record de 26 élus canadiens et américains.



Ouvrir en mode plein écran

La carte des différentes municipalités et régions membre de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent (AVGLSL).

PHOTO : CAPTURE ÉCRAN / AVGLSL

Agenda encore à définir

Dans le contexte actuel, ce travail de représentation revêt une importance capitale. Nous comptons faire valoir auprès des élus et élies américains du Capitole comment l'imposition de tarifs douaniers sur nos produits affectera grandement les Américains, plaide le maire dans une déclaration écrite.

Entre les différentes séances de rencontres qui auront lieu de mercredi à vendredi, une conférence de presse sur le sujet du commerce entre les États-Unis et le Canada est prévue à l'horaire de jeudi.



Ouvrir en mode plein écran

Bruno Marchand (au centre) en compagnie de la membre du comité exécutif responsable des relations internationales, Catherine Vallières-Roland (à gauche), et du directeur du Bureau des relations internationales, Sébastien Goupil (à droite).
(Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA

La conseillère municipale, Catherine Vallières-Roland, responsable des relations internationales au comité exécutif et membre du conseil d'administration de l'Alliance, l'accompagnera. Nous aurons également la chance de rencontrer d'autres mairesses et maires de villes bordant le fleuve Mississippi, membres du *Mississippi River Cities and Towns Initiative*, afin de discuter de nos enjeux communs et de consolider l'importance des villes sur le plan international, relève-t-elle pour sa part.

Des rencontres avec la chambre des commerces américaine et des dirigeants d'agences fédérales sont également souhaitées vendredi, mais ne sont pas encore confirmées dans l'agenda actuellement en ligne.

L'AVGLSL est une coalition binationale qui fait des représentations auprès des gouvernements fédéraux, provinciaux et des différents États américains. Elle compte 245 membres municipaux et régionaux.

Comme pour les autres missions internationales, le rapport sera disponible sur le site web de la Ville dans maximum six semaines.